



Selon la Banque du Canada, les déséquilibres dans le secteur des ménages demeurent le principal risque pour la stabilité financière

OTTAWA – Les risques pesant sur le système financier canadien n'ont pas augmenté au cours des six derniers mois, mais la lourde dette des consommateurs et les déséquilibres sur le marché du logement demeurent préoccupants, a indiqué aujourd'hui la Banque du Canada dans sa livraison semestrielle de la *Revue du système financier* (RSF).

« Nous estimons que la probabilité d'un choc négatif a diminué depuis la publication de la RSF en juin dernier, a déclaré le gouverneur, Stephen S. Poloz. Cette évolution fait contrepoids au constat selon lequel certaines vulnérabilités financières semblent augmenter légèrement et, en conséquence, notre évaluation globale du risque pour la stabilité financière est à peu près la même qu'en juin. »

Bien que la RSF mette en lumière certains risques, il importe de rappeler que la réforme de la réglementation mondiale continue d'accroître la résilience financière au Canada et partout ailleurs. De nouveaux progrès ont été accomplis à cet égard au cours de la dernière année.

La RSF examine trois vulnérabilités importantes dans le système financier.

- Les bas taux d'intérêt et la progression continue des revenus ont contribué à maintenir le ratio de la dette au revenu des ménages à un niveau généralement stable et près de son sommet historique.
- L'atterrissement en douceur attendu du marché du logement ne s'est pas encore matérialisé, notamment parce que les taux hypothécaires ont diminué dans un contexte de baisse des rendements obligataires dans le monde, mais également en raison de facteurs régionaux qui ont une incidence sur la demande et l'offre de logements.
- La détente monétaire exceptionnelle continue de favoriser une prise de risques plus prononcée sur les marchés financiers, tant à l'échelle du globe qu'au Canada.

Le cadre de la RSF recense en outre des risques importants pour la stabilité financière qui pourraient exposer ces vulnérabilités s'ils se matérialisaient. Le principal risque est l'incapacité des ménages qui sont dans une situation financière difficile à assurer le service de leurs dettes en cas d'une forte baisse de leurs revenus ou d'une hausse abrupte des taux d'intérêt, ce qui pourrait provoquer une correction des prix des maisons. La probabilité que ce scénario se réalise est faible, mais si c'était le cas, les conséquences pour l'économie seraient graves. La Banque juge encore que le niveau de ce risque est modérément élevé, mais s'attend toujours à un atterrissage en douceur sur le marché du logement, à la faveur du raffermissement de l'économie mondiale et de la normalisation des taux d'intérêt.

Un autre risque dont fait état la RSF est celui qu'un revirement soudain des anticipations des marchés concernant la politique monétaire américaine entraîne une hausse des primes de terme et des taux d'intérêt à long terme à l'échelle internationale qui se transmettrait au Canada par le canal des marchés financiers. Par ailleurs, un épisode de tensions important dans la zone euro pourrait déclencher une crise financière dont les effets se feraient sentir sur l'économie réelle. Enfin, il pourrait survenir une perturbation financière importante en Chine entraînant un ralentissement marqué de la croissance économique dans ce pays et à l'échelle mondiale. Ces quatre principaux risques pesant sur le système financier canadien sont les mêmes que ceux qui avaient été décrits en juin, tout comme le degré de gravité de leurs incidences.

« Nous suivons également de près d'autres vulnérabilités et risques émergents liés aux perspectives économiques mondiales, dont la faiblesse persistante des cours du pétrole et d'autres produits de base, qui pourrait causer des tensions financières dans certaines économies », a expliqué M. Poloz.

Le cadre

La Banque du Canada s'attache à promouvoir activement la stabilité et l'efficience du système financier conformément à l'engagement qu'elle a pris de favoriser la prospérité économique et financière du pays. Du fait des liens d'interdépendance entre la stabilité économique et la stabilité financière, la Banque envisage conjointement les risques qui pèsent sur l'une et l'autre.

Le cadre d'évaluation des risques de la Banque n'a pas pour objet d'anticiper l'évolution la plus probable du système financier, mais plutôt d'aider les Canadiens à mieux comprendre les forces en jeu au sein de l'économie. Il met en relief explicitement les vulnérabilités présentes dans le système financier canadien et la manière dont elles évoluent. Les vulnérabilités, et leurs interactions, déterminent la gravité des incidences au cas où un risque particulier se matérialiserait. Les principaux risques pour la stabilité financière sont ensuite évalués en fonction de leur probabilité et de leurs effets potentiels.

La livraison de décembre 2014 de la RSF renferme aussi deux rapports préparés par des spécialistes de la Banque sur certaines politiques touchant le secteur financier :

- *Résilience du système financier canadien : l'apport de la cybersécurité*
- *Les fonds négociés en bourse : évolution des avantages, des vulnérabilités et des risques*